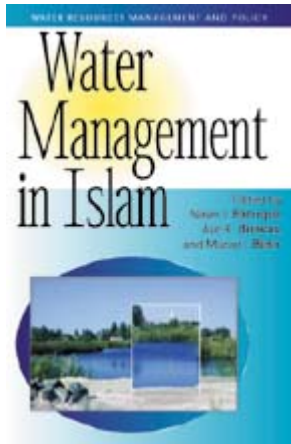


L'approche islamique de la gestion de l'eau



2001-05-04

Keane Shore

[Légende : L'idée de la publication de *Water Management in Islam* est née à l'occasion d'un atelier organisé par le CRDI en 1998.]

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'eau est une épineuse question de développement. Le taux moyen de croissance démographique y est parmi les plus élevés du monde — environ 2,8 % — et les plans d'eau naturelle y sont rares. Le volume d'eau renouvelable sur lequel la région peut compter a diminué pour passer d'une moyenne annuelle de 3 300 mètres cubes par personne, en 1960, à 1 250 m³/personne en 1996, et on s'attend à ce qu'il ne soit plus que de 725 en 2025.

[Naser Faruqui, *Water Management in Islam*, CRDI/UNU Press]

Les projets de gestion de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord seront sans doute plus durables s'ils tiennent compte de la doctrine islamique, affirment [Naser Faruqui](#), Asit Biswas et Murad Bino, directeurs de la rédaction de [Water Management in Islam](#), publié par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et United Nations University Press.

L'idée de cette publication est née à l'occasion d'un atelier organisé par le CRDI, en 1998, sur l'islam et les principes généraux de la gestion de l'eau, atelier qui a réuni, en Jordanie, des spécialistes de la gestion de l'eau, musulmans et d'autres groupes confessionnels. Selon Naser Faruqui, administrateur principal de programme au CRDI, le livre réfute des « notions persistantes » parmi certains musulmans à l'effet que la réutilisation des eaux résiduaires et la vente d'eau va à l'encontre des préceptes islamiques, et présente d'étonnantes constatations sur l'appui qu'accorde l'islam à des politiques comme la privatisation. *L'ouvrage expose aussi les restrictions et conditions de la mise en oeuvre de politiques de ce genre dans les pays islamiques, dont la plus importante doit garantir le maintien ou l'amélioration de l'équité*, ajoute-t-il.

L'influence culturelle

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, l'islam exerce une influence culturelle considérable, même dans des pays relativement occidentalisés comme la Tunisie et le Maroc, qui touche presque tous les aspects de la vie quotidienne. Jusqu'à tout récemment, toutefois, l'influence des croyances religieuses et de la foi n'entrait pas en ligne de compte dans l'élaboration des politiques de conservation de l'eau ou les projets de développement international.

Superficiellement, au moins, il semblait y avoir possibilité de conflit entre la doctrine islamique et ce que l'on commence à reconnaître comme les principes essentiels de la gestion de l'eau équitable et durable — en particulier la tarification de l'eau à un niveau qui reflète sa véritable valeur, et la réutilisation des eaux usées, poursuit Faruqi. Qui plus est, l'islam appuie fermement et spécifiquement de nouveaux principes comme la conservation de l'eau, l'obligation de garantir à l'environnement un minimum d'eau et la consultation des collectivités. Le fait que l'islam soit né dans une région où l'eau est rare permet de documenter ces questions, avec force détails, de façon à favoriser l'élaboration et la mise en oeuvre éclairées de politiques sur la gestion des eaux.

Les références à l'eau

Faruqi a notamment découvert que le Coran, livre sacré contenant la doctrine islamique, comporte 63 mentions du mot arabe désignant l'eau — *ma'* — et que le mot apparaît des centaines de fois dans le Hadith, recueil de récits rapportant une parole ou un acte du prophète Mohammed.

Lors de l'atelier, des chercheurs adeptes des deux principales branches de l'islam, sunnite et chi'ite, se sont entendus sur toutes les grandes questions débattues même s'ils voyaient différemment les détails de la mise en oeuvre de certaines mesures, explique Faruqi. *À vrai dire, il y a eu un remarquable consensus parmi les participants — tout ce qui se trouve dans le livre a fait l'unanimité.*

Les droits humains fondamentaux

En premier lieu, nous avons constaté que, dans la religion islamique, l'eau est considérée comme un bien collectif vital et un droit humain fondamental, et que le prophète Mohammed (paix et bénédiction sur lui) a explicitement encouragé la conservation de l'eau, souligne-t-il.

Les participants à l'atelier ont en outre découvert que l'islam établit des priorités quant à qui détient des droits sur l'eau, c'est-à-dire comment l'eau devrait être distribuée. *La priorité absolue est d'étancher la soif des humains. La deuxième priorité est de satisfaire aux besoins du bétail et la troisième, d'irriguer les cultures. Viennent ensuite les droits de l'environnement : la doctrine islamique stipule clairement que toutes les espèces ont droit à l'eau en quantité et en qualité suffisantes pour répondre à leurs besoins, indique Faruqi. Les lois islamiques, ajoute-t-il, prévoient des sanctions pour ceux dont les actions sont nuisibles, ce qui ouvre la porte à l'imposition d'amendes légales aux pollueurs des plans d'eau.*

La réutilisation des eaux résiduaires

Une autre constatation importante dont le livre fait état c'est que l'islam n'interdit pas la réutilisation des eaux résiduaires à condition qu'elles soient suffisamment traitées pour ne présenter aucun danger pour ce à quoi elle est destinée. En termes pratiques, cela veut dire que les eaux usées qui servent à arroser les légumes qui seront consommés crus devront subir un traitement plus

approfondi que les légumes qui seront cuits ou que les fruits qui poussent dans des arbres, qui peuvent être irrigués par les racines des arbres. *Les résultats de l'atelier sont conformes aux normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) relatives à la réutilisation des eaux résiduaires — et, de fait, les eaux usées sont réutilisées en Arabie saoudite, fait valoir Faruqui.*

Selon lui, le livre aura une incidence surtout sur la gestion de la demande en eau, soit l'idée que les gouvernements de la planète doivent centrer leurs efforts davantage sur la gestion de la demande que de tenter d'accroître les approvisionnements, ce qui est de plus en plus difficile et coûteux. *L'islam appuie ce point de vue, explique encore Faruqui, parce que le Prophète incite les gens à faire un usage parcimonieux de l'eau à des fins importantes, comme les ablutions avant la prière, même s'ils puisent l'eau d'un grand fleuve.*

Le recouvrement des coûts

L'atelier a aussi permis de déterminer que l'islam autorise les fournisseurs d'eau à recouvrer leurs coûts. L'eau ne peut être vendue parce qu'elle est considérée comme un bien commun dont la collectivité est propriétaire. Mais les gouvernements, les municipalités et les fournisseurs du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord peuvent recouvrer les coûts de la collecte, de l'entreposage, du traitement et de la distribution de l'eau potable ainsi que du traitement des eaux usées. Le livre précise qu'en Iran, les entreprises privées de distribution de l'eau sont autorisées à charger jusqu'au coût moyen total de l'approvisionnement en eau. Cependant, ils doivent aussi fournir gratuitement 25 litres d'eau par personne, par jour, comme « tarif minimal ».

Faruqui espère que cet ouvrage aidera le Moyen-Orient à faire face aux défis que pose l'approvisionnement en eau et la sécurité alimentaire. Présentement, environ 80 % de l'eau consommée dans la région sert à l'irrigation même si en raison de la rapidité de la croissance démographique et de l'urbanisation il n'y en a pas assez pour répondre aux besoins domestiques. Par exemple, à Amman, en Jordanie (et dans d'autres villes), on ne fournit de l'eau à la classe moyenne desservie que pendant deux heures par jour environ, une fois par semaine, tandis que les pauvres non desservis paient de 10 à 20 fois plus pour obtenir de vendeurs privés un approvisionnement en eau bien irrégulier. *Afin d'assurer l'équité, il faut réserver aux zones urbaines l'eau potable utilisée pour l'irrigation, puis la réutiliser pour la production agricole une fois les eaux résiduaires traitées*, déclare Faruqui. Bien que l'islam appuie la redistribution de l'eau, même en tenant compte des forces du marché, il estime que les gouvernements doivent réglementer les marchés intersectoriels de l'eau.

Les valeurs locales

Faruqui ajoute que la majorité des organismes de développement commencent à peine à saisir l'importance de bien comprendre le contexte social et culturel, et de tenir compte des valeurs locales dans leurs projets. La religion a souvent une incidence sur toutes ces questions. Au Moyen-Orient, dit-il, c'est l'islam qui prédomine. Mais une approche semblable à celle qui a été proposée à l'atelier sur la gestion de l'eau pourrait être tout aussi efficace, par exemple, pour l'hindouisme et la gestion du sol en Inde ou le catholicisme et la planification familiale en Amérique latine.

Ce qu'il faut retenir surtout c'est que peu importe où l'on travaille, il est important d'étudier la culture et les croyances locales, de tenter d'en tirer des enseignements et de s'en servir dans le cadre des projets plutôt que d'imposer nos propres convictions, conclut Faruqui. *Nous avons appris que les solutions les plus durables sont celles que les chercheurs des pays en développement trouvent eux-mêmes et qui traduisent les valeurs de leur société.*

Keane J. Shore est un rédacteur-réviseur d'Ottawa.

Cet article vous inspire des commentaires ? Nous les recevrons avec plaisir à <mailto:info@idrc.ca>

Renseignements :

Naser Faruqui, administrateur principal de programme, Projets sur les eaux et les eaux résiduaires, Direction générale des programmes, Centre de recherches pour le développement international, BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163, poste 2321; téléc. : (613) 567-7749; courriel : nfaruqui@idrc.ca

Des liens à explorer ...

[L'accès à l'eau en Méditerranée orientale : source de conflit ou de coopération ?](#), par John Eberlee

[Le captage d'eau de pluie sur les toits de Gaza](#), par Steven Hunt

[Le labo, le temple et le marché : réflexions sur le rôle de la science et de la religion au regard du développement](#), par John Eberlee

[Repenser le système de tarification de l'eau](#), par Rufus Bellamy

[Entretien avec Naser Faruqui : Un futur « chef de file de la gestion de l'eau »](#)

[Management of Shared Groundwater Resources: The Israeli–Palestinian Case with an International Perspective](#) [en anglais]

[Management of Water Demand in Africa and the Middle East: Current Practices and Future Needs](#) [en anglais; résumé français]

[Water Balances in the Eastern Mediterranean](#) [en anglais; résumé français]

[Water Management in Africa and the Middle East: Challenges and Opportunities](#) [en anglais; résumé français]

[Water Management in Islam](#) [en anglais]